

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 25.8.2023

**modifiant la décision de la Commission C(2020)5109 final du 22 juillet 2020 relative au financement du programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de Madagascar**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323<sup>2</sup>, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Par décision C(2020) 5109 final du 22 juillet 2020, la Commission a adopté le programme d'action annuel 2020 en faveur de la République de Madagascar.
- (2) L'évaluation des critères d'éligibilité conduite en 2022 a mené à la conclusion que Madagascar ne peut plus être considérée comme éligible à la modalité « appui budgétaire ».
- (3) En effet, les crises successives des cataclysmes climatiques (saisons cycloniques 2022 et 2023) et de la guerre d'agression de la Russie en Ukraine sont venues aggraver l'impact initial de la pandémie de COVID-19 sur la population malgache fragilisée à la fois au niveau économique et social.
- (4) Il convient dès lors d'adapter le programme d'action initial « Contrat d'appui budgétaire en réponse à la crise liée au COVID-19 » à l'évolution du contexte malgache en élargissant l'objectif général ainsi qu'en modifiant la modalité et la durée de mise en œuvre du programme.
- (5) L'objectif général « Contribuer à l'atténuation de la crise du COVID-19 à Madagascar » doit être élargi en : « Contribuer à l'atténuation des effets de la crise du COVID-19 à Madagascar ainsi que des crises résultant d'événements climatiques et économiques ».
- (6) La modalité « appui budgétaire » en gestion directe doit être modifiée en gestion indirecte avec une organisation internationale pré-identifiée.
- (7) Il convient de ré-affecter le montant de 21 000 000 EUR initialement alloué à l'appui budgétaire vers un projet visant à atténuer l'impact sur la population des crises successives du COVID, des événements climatiques, et de la guerre d'agression de la

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.